

Des gisements de problèmes

VIOLENCE ET URBANISATION DES MARGES

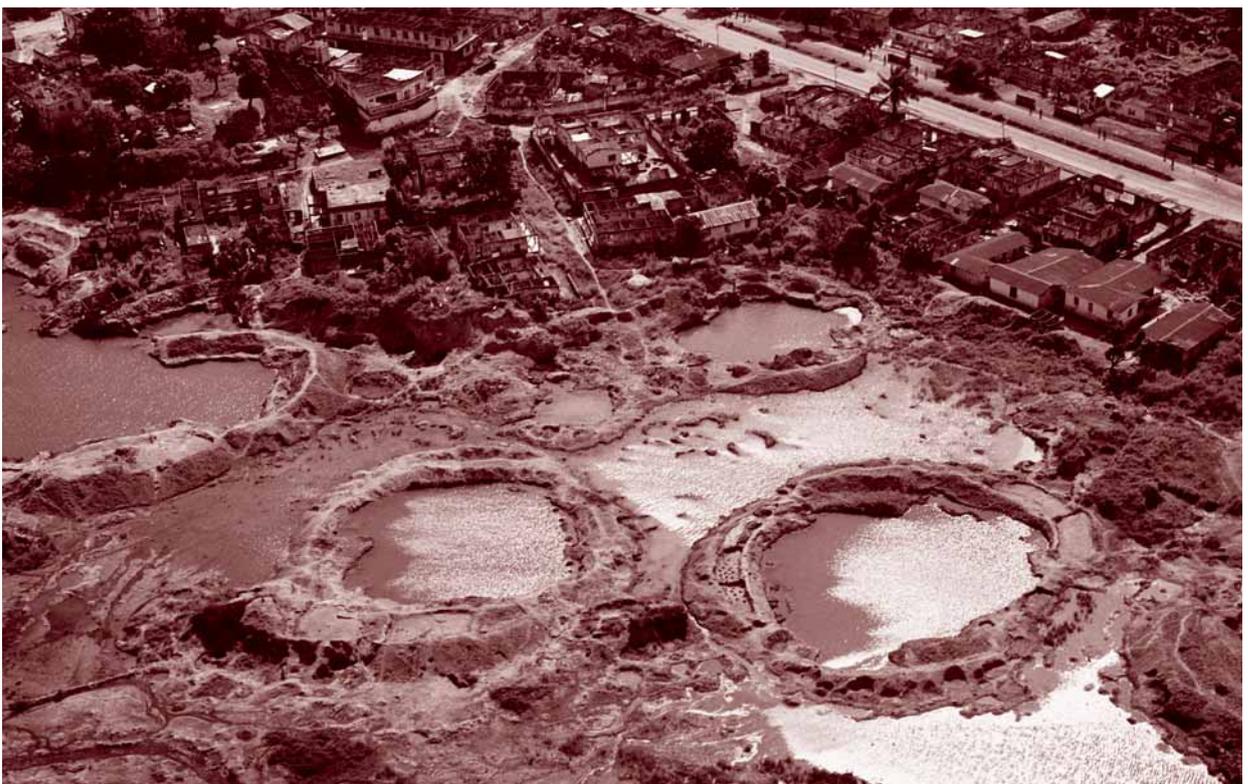
Ce chapitre traite de la violence associée à une forme spécifique d'urbanisation dominante dans le Sud global – *l'urbanisation des marges*. Pour les besoins de ce chapitre, elle sera définie comme la transformation accélérée de régions et de zones auparavant marginalisées et sous-développées en zones urbaines entièrement vouées à l'extraction de ressources comme le pétrole, le gaz naturel et les minéraux. On connaît mal les dynamiques spatiales et institutionnelles propres à ces environnements ainsi que la concurrence que s'y livrent les industries extractives, les prestataires de services de sécurité étatiques et non étatiques et la population locale. Existe-t-il un lien entre l'urbanisation des marges et certains types spécifiques de violence ? Quelles sont les conséquences sécuritaires de la période qui suit l'arrêt des activités extractives ?

« L'urbanisation des marges » conjugue la volatilité de la croissance urbaine et le phénomène de déclin propre aux zones dépendantes de l'extraction minière.

Les principales conclusions de ce chapitre sont les suivantes :

- L'extraction du pétrole, du gaz naturel et des minéraux stratégiques ou précieux s'accompagne habituellement d'une urbanisation conséquente des zones adjacentes au site d'extraction, urbanisation dont les répercussions socioéconomiques sont souvent considérables.
- Les activités liées au contrôle et à la protection des ressources extraites attirent différents types d'acteurs armés vers les sites miniers eux-mêmes, mais aussi vers sa zone de service urbaine en rapide expansion. Parmi ceux-ci, on trouve des forces de sécurité et des groupes à visées prédatrices.
- L'urbanisation soudaine des environs des sites d'extraction se double rarement d'un développement adéquat des services publics, notamment en matière de sécurité. Les services de ce type sont donc confiés à des fournisseurs non étatiques, et notamment à des entreprises de sécurité privées et à des équipes de protection.

L'urbanisation des marges peut avoir pour conséquence l'apparition des phénomènes suivants : des conflits relatifs au contrôle des terres et des gisements miniers ; des mouvements sociaux et de l'insécurité causés par un contexte socioéconomique et environnemental



Vue aérienne de la mine de diamants désaffectée de Koidu, en Sierra Leone. 2001. Les forces rebelles ont plus tard pris le contrôle de la mine et de ses environs. © Rob Huibers/Panos Pictures

précaire ; et enfin des tensions, parfois violentes, qui naissent du déclin de la production et des programmes étatiques d'assainissement et de rénovation qui suivent l'abandon des activités extractives. Souvent, des formes de violence diverses se développent dans les zones géographiques qui voient s'installer des industries extractives dont la présence se double d'un phénomène d'urbanisation des marges. Pourtant, les informations clés relatives à ces formes de violence restent vagues, notamment celles portant sur les taux de violence et la prolifération des armes légères.

L'introduction de ce chapitre décrit brièvement le concept d'urbanisation des marges et les informations dont on dispose sur le lien entre l'urbanisation et la violence armée liée aux activités extractives. Les trois sections suivantes analysent les sources de violence et d'insécurité dans les zones de ce type et leurs interrelations.

La première section traite des réactions de nature protectrice ou prédatrice que les acteurs armés mettent en œuvre dans le contexte d'activités extractives. À l'échelle mondiale, le prix du pétrole, du gaz naturel et des minéraux est relativement élevé. L'extraction de ces ressources est donc une activité potentiellement lucrative pour le monde des affaires, l'État, les élites des partis politiques en quête de fonds à consacrer à leurs campagnes électorales et enfin les différents acteurs armés, depuis les rebelles jusqu'aux groupes criminels organisés. Les aspects pratiques de l'extraction, du transport et de la vente des richesses extraites de la terre dépendent en grande partie de la nature des matières premières concernées ainsi que du type de machines et d'équipements nécessaires à toutes ces activités. En outre, il semble que les considérations d'ordre sécuritaire, qu'elles soient alimentées par les mesures de protection nécessaires ou par le recours à des pratiques prédatrices ou violentes, soient également un aspect fondamental de tout processus de découverte et d'exploitation d'un gisement.

La seconde section souligne les défis politiques, sociétaux et écologiques que doivent relever les zones urbaines, privées de services de base et appauvries (et souvent informelles), qui naissent de l'implantation d'activités extractives. Il semble que les institutions étatiques, particulièrement au niveau local, n'aient ni les capacités ni la volonté politique de réagir à la croissance éclair des villes minières. En conséquence, ces villes comptent parmi les zones urbaines les plus pauvres de la planète. Elles sont caractérisées par un taux de chômage élevé, un tissu social peu développé et des conditions de vie déplorables liées à la pollution de l'air, de l'eau et du sol. Cette section traite aussi des mouvements de protestation et d'agitation sociale qui se déclenchent en réaction à des injustices perçues ou aux dégradations de l'environnement causées par l'extraction des ressources. Les protestations se cristallisent habituellement autour des conditions de travail, des conflits avec les propriétaires fonciers ou les groupes indigènes au sujet de la propriété de la terre et des ressources qu'elle contient et enfin autour des questions environnementales comme la pollution et la destruction des habitats naturels.

La troisième section aborde la capacité des zones marginales à s'adapter aux conséquences de l'abandon des activités extractives et au déclin. Compte tenu de la forte mobilité de la main d'œuvre, les villes minières du Sud global connaissent le plus souvent un exode massif de leur population une fois le boom minier passé. Mais, même en cas d'exode, certaines de ces zones urbaines sont trop grandes pour devenir des villes fantômes. Pour gérer ces quartiers informels résiduels jugés « ingouvernables », les autorités étatiques adoptent souvent des approches à long terme, parfois assorties de méthodes violentes mais aussi porteuses de violence.

En conclusion, ce chapitre propose une réflexion sur les scénarios décrits ainsi que des pistes en vue de recherches plus approfondies. Pour passer d'une approche de type étude de cas à une analyse plus exhaustive, il conviendra de contourner le problème posé par l'absence de certains éléments statistiques clés – notamment les taux de violence et les données relatives à la prolifération des armes légères – qui permettraient de comparer les marges urbanisées aux autres zones urbaines. Pour mieux comprendre l'évolution de la violence, il serait opportun d'étudier les différentes facettes de l'urbanisation des marges et des dispositifs mis en œuvre pour assurer la sécurité, et ce en fonction des acteurs impliqués et des communautés concernées. Les politiques et les cadres légaux visant à atténuer la violence et à mieux assurer la sécurité ne seront prometteurs que s'ils s'appuient sur les résultats de ce type de recherches. ■